

FONCIMED. Réseau de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

11^e Séminaire Annuel "*L'allocation des ressources foncières dans les espaces méditerranéens : usages du droit et formes de régulation*", Meknès, Maroc, 8-10 Novembre 2018

FONCIMED. Network for research and exchange on Mediterranean land tenure.

11th Annual Seminar "*Allocation of land resources in the Mediterranean area: legal practices and forms of regulation*", Meknes, Morocco, 8-10 November 2018

Nouvelles dynamiques foncières autour des eaux usées traitées au Maroc – Cas du périmètre irrigué de Settât

Amal Ennabih (1), Pierre-Louis Mayaux (2)

(1) *Doctorante en science politique, IEP Lyon, amal.ennabih@sciencespo-lyon.fr*

(2) *Chercheur, UMR G-EAU, CIRAD, pierre-louis.mayaux@cirad.fr*

Mots clés : Réutilisation des eaux usées traitées, dynamiques foncières, périmètres irrigués, policy feedbacks

Contextualisation de la problématique et objectifs principaux de la communication

Dans un contexte d'accroissement inexorable du stress hydrique, les dynamiques du foncier agricole au Maroc apparaissent toujours plus déterminées par la disponibilité des ressources en eau. Les transformations rapides qui sont actuellement en cours (déclassification des terres collectives, mise en concession du domaine privé de l'Etat à des investisseurs, politique d'agrégation autour de grands producteurs, multiplication générale des transactions) concernent ainsi tout particulièrement le foncier irrigué ou irrigable. Mais si la centralité des ressources hydriques dans les recompositions foncières actuelles commence à être bien documentée pour les eaux conventionnelles (Belieres et al, 2002 ; Kadiri, 2015) elle ne l'est pas encore pour les eaux dites non-conventionnelles, dont le développement est pourtant inscrit à l'agenda des autorités publiques marocaines. Cette communication voudrait poser un premier jalon dans cette direction en s'intéressant au périmètre de Sidi Al Aidi, irrigué à partir de la station de traitement des eaux usées de la ville de Settât. En quoi la mise à disposition par l'Etat d'une nouvelle ressource, qui plus est dotée de propriétés fertilisantes particulières, a-t-elle modifié les dynamiques foncières sur le territoire concerné (transactions, valorisations, affectations culturelles) ?

FONCIMED. Réseau de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

11^e Séminaire Annuel "*L'allocation des ressources foncières dans les espaces méditerranéens : usages du droit et formes de régulation*", Meknès, Maroc, 8-10 Novembre 2018

FONCIMED. Network for research and exchange on Mediterranean land tenure.

11th Annual Seminar "*Allocation of land resources in the Mediterranean area: legal practices and forms of regulation*", Meknes, Morocco, 8-10 November 2018

Le point de départ de notre réflexion est que la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) est l'objet de beaucoup d'attention publique au Maroc, et qu'elle constitue à ce titre un lieu privilégié pour observer la manière dont le foncier est gouverné dès lors qu'il est perçu comme stratégique, au moins politiquement, par les pouvoirs publics. De fait, la REUT a été présentée depuis les années 1990 comme une innovation particulièrement prometteuse pour faire face à la raréfaction des ressources en eau. Sa visibilité sur l'agenda institutionnel n'a fait que se renforcer depuis lors, à mesure que le volume disponible d'EUT augmentait dans le sillage du Plan national d'assainissement (PNA, 2005), et s'est concrétisée par des objectifs ambitieux affichés dans la Stratégie nationale de l'eau (SNE, 2009). Le périmètre irrigué de Sidi Al Aidi constitue l'un des premiers terrains d'application « grandeur nature » de cette politique (300 hectares). Il est à ce titre couramment présenté comme une expérience « pilote ».

Dans le sillage des travaux sur les *policy feedbacks* en sociologie politique (Pierson, 1993 ; Béland, 2010 ; Campbell, 2012 ; Spire, 2016), l'objectif de notre communication sera d'évaluer les effets sociaux et politiques, liés au foncier, de la politique de mise à disposition de cette nouvelle ressource que sont les eaux usées. La communication s'attachera plus particulièrement à répondre à trois questions :

- Comment les acteurs publics ont-ils initialement délimité le périmètre, définissant ainsi des bénéficiaires et des « exclus » ?
- Comment le projet d'aménagement a-t-il ensuite affecté les dynamiques foncières à l'intérieur du territoire d'intervention : transactions, modes de faire-valoir, hiérarchies sociales foncières... ?
- Quels rapports ordinaires entre acteurs étatiques et irrigants se nouent-ils autour de ces dynamiques foncières : chevauchements entre positions administratives et positions de bénéficiaire ; accès différencié des « ressortissants » du projet aux acteurs étatiques (Warin, 1999 ; Spire, 2005) ; gestion des conflits de voisinage ; efforts de l'Etat pour structurer l'action collective des irrigants, etc.

Notre hypothèse générale est que la fourniture d'eau usée a engendré des dynamiques foncières foisonnantes (acquisitions, mises en location, stratégies spéculatives, valorisation différenciée en attendant l'achèvement du projet...) qui ont rendu sa gestion collective particulièrement difficile. Ainsi, l'Etat peine à façonner la coordination nécessaire pour la bonne gestion d'une ressource collective dont il a pourtant assuré, seul, la fourniture initiale.

Nous verrons ainsi comment les agriculteurs (qu'ils soient ou non membres de l'association d'irrigants) nouent des relations très différenciées avec des autorités locales qui offrent une nouvelle ressource, subventionnent des aménagements, peuvent tolérer (au moins temporairement) des pratiques non recommandées, tâchent d'octroyer formations et conseils. Dans le même temps, ces mêmes autorités locales peuvent susciter la méfiance des agriculteurs, d'autant que le besoin d'un tel projet n'avait guère été exprimé au départ et qu'historiquement, les cultures pluviales en place sur le territoire demandaient rarement une intervention étatique.

FONCIMED. Réseau de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

11^e Séminaire Annuel "*L'allocation des ressources foncières dans les espaces méditerranéens : usages du droit et formes de régulation*", Meknès, Maroc, 8-10 Novembre 2018

FONCIMED. Network for research and exchange on Mediterranean land tenure.

11th Annual Seminar "*Allocation of land resources in the Mediterranean area: legal practices and forms of regulation*", Meknes, Morocco, 8-10 November 2018

Méthodologie et sources utilisées

Cette recherche est menée dans le cadre d'une thèse doctorale en science politique (en cours). En plus de la consultation des archives et études réalisées sur le projet, le travail repose sur des entretiens semi-directifs avec les agriculteurs du périmètre pour certains, membres de l'AUEA et aussi les représentants des autorités locales.

Conclusions

Au final, les convoitises suscitées par les eaux usées tendent plutôt à produire de l'ingouvernabilité qu'un contrôle accru de la part de l'Etat, malgré des dépenses publiques importantes. La fragmentation des intérêts, des identités et des stratégies contribue à expliquer l'opérationnalisation longue et laborieuse du projet : tandis que la mise en service de la station d'épuration remonte à 2006, et que le projet de réutilisation s'est consolidé peu après, la constitution d'une association des usagers de l'eau agricole (AUEA) n'est intervenue qu'en 2010, les aménagements hydro-agricoles externes n'étant finalement achevés qu'en 2018. Si une réutilisation informelle des eaux usées, en gravitaire, a lieu depuis 2006, la conversion du périmètre au goutte à goutte ne devrait être effective que pour la campagne agricole de 2019. Enfin, la grande hétérogénéité des acteurs, tant des irrigants que des acteurs publics (Agriculture, Province, Région, Agence du Bassin Hydraulique, Santé...) rend le haut niveau de coordination pourtant nécessaire à la maîtrise des risques futurs (encrassement des filtres et des goutteurs, augmentation de la concentration des sols en sel, insuffisance des fonds disponibles pour l'entretien des équipements...) d'autant plus incertain.

Références bibliographiques (Système Harvard)

Béland, D., 2010. Reconsidering Policy Feedback: How Policies Affect Politics. *Administration & Society* 42, 568–590. <https://doi.org/10.1177/0095399710377444>

Belieres, J.F., Sourisseau, J.M., Jamin, J.Y., Kuper, M., 2002. Le statut foncier. Une appropriation difficile des terres aménagées, in: *L'Office Du Niger, Grenier a Riz Du Mali : Succès Economiques, Transitions Culturelles et Politiques de Développement / Kuper Marcel (Ed.), Tonneau Jean-Philippe (Ed.), Bonneval Pierre. CIRAD, Montpellier, pp. 222–226.*

Campbell, A.L., 2012. Policy Makes Mass Politics. *Annual Review of Political Science* 15, 333–351. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-012610-135202>

Kadiri, Z., Abdellaoui, E.-H., 2016. Les projets d'irrigation à l'épreuve des dynamiques territoriales locales, in: Boutaleb, A., Dupret, B., Ferrié, J.-N., Rhani, Z. (Eds.), *Le Maroc Au Présent : D'une Époque à l'autre,*

FONCIMED. Réseau de recherche et d'échange sur le foncier méditerranéen.

11^e Séminaire Annuel "*L'allocation des ressources foncières dans les espaces méditerranéens : usages du droit et formes de régulation*", Meknès, Maroc, 8-10 Novembre 2018

FONCIMED. Network for research and exchange on Mediterranean land tenure.

11th Annual Seminar "*Allocation of land resources in the Mediterranean area: legal practices and forms of regulation*", Meknes, Morocco, 8-10 November 2018

Une Société En Mutation, Description Du Maghreb. Centre Jacques-Berque, Maroc, pp. 91–101.

Pérennes, J.J., 1993. L'eau et les hommes au Maghreb: contribution à une politique de l'eau en Méditerranée, Collection "Hommes et sociétés." Karthala, Paris.

Pierson, P., 1993. When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change. *World Politics* 45, 595–628. <https://doi.org/10.2307/2950710>

Spire, A., 2016. État des lieux. Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État. *Gouvernement et action publique* 4, 141–156. <https://doi.org/10.3917/gap.164.0141>

Spire, A., 2005. *Etrangers à la carte: l'administration de l'immigration en France, 1945-1975*. Grasset, Paris.

Venot, J.-P., Kuper, M., Zwarteveen, M. (Eds.), 2017. *Drip irrigation for agriculture: untold stories of efficiency, innovation and development*, Earthscan studies in water resource management. Routledge, New York, NY.

Warin, P., 1999. Les « ressortissants » dans les analyses des politiques publiques. *Revue française de science politique* 49, 103–121. <https://doi.org/10.3406/rfsp.1999.395357>